

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

*Le ministre d'Etat*

Paris, le 29 MARS 2018

Monsieur le Président,

La transition écologique va nécessiter une transformation en profondeur de nos modes de vie, de nos comportements mais aussi de notre économie ; tous les secteurs économiques sont concernés : agriculture, industrie, énergie, mobilité, construction... Je souhaite que cette évolution soit suffisamment anticipée, comprise et préparée, avec tous les acteurs socio-économiques mais aussi les citoyens, pour que nous puissions collectivement en saisir toutes les opportunités et que notre économie en soit renforcée.

Nous avons depuis plusieurs mois commencé à organiser les évolutions rendues nécessaires par cette transition en élaborant et en mettant en œuvre, dans le cadre du Plan Climat que j'ai proposé en juillet dernier, plusieurs feuilles de route ou travaux stratégiques qui doivent nous permettre d'organiser nos actions de la manière la plus efficace possible :

- Le plan rénovation des bâtiments, qui concerne aussi bien les logements que les bâtiments tertiaires, publics ou privés, sera finalisé fin mars.

- Dans le domaine de la mobilité, le Plan Climat prévoit la fin de la vente des véhicules à moteur thermique en 2040 et les Assises de la Mobilité ainsi que les études lancées à cette occasion vont nous permettre de fixer les grandes lignes de cette évolution.

**Monsieur Jean-Dominique SENARD**  
**Président du groupe Michelin**  
**23 place des Carmes Dechaux**  
**63041 CLERMONT FERRAND CEDEX 1**

- un plan global de « libération des ENR » est en cours de formalisation progressive, au fil des travaux des groupes de travail présidés par Sébastien Lecornu (sur l'éolien, la méthanisation, le PV) et des missions qui ont été lancées, sur le stockage ou l'hydrogène, par exemple.

- En matière d'économie circulaire, les travaux et la concertation pilotés par Brune Poirson vont conduire à la finalisation d'une feuille de route très complète au début du mois d'avril.

- Pour faciliter la mise en œuvre de ces feuilles de route, une réflexion globale sur l'utilisation de la fiscalité écologique est en cours, avec le concours du CEDD et du CEV (à mettre en clair), pour de premières applications prévues dans la loi de finances de 2018.

- De même, un travail de formalisation des actions à mener en matière de finances vertes doit permettre de mieux structurer les actions menées dans ce domaine.

L'ensemble de ces feuilles de routes, qui a vocation à être encore complété, constitue ce que j'appelle « l'accélérateur de la transition écologique » (l'AcTE), les révolutions auxquelles nous avons à faire face nécessitant une organisation précise et une mobilisation générale.

C'est dans cette optique que je souhaite vous confier la mission de présider un comité qui aura pour mission :

- de porter un regard critique sur les politiques menées dans le cadre de la transition écologique et solidaire, de donner des conseils sur leur mise en œuvre et de faire des propositions pour les rendre plus efficaces ;

- de s'interroger sur le déroulement des actions retenues, sur leurs éventuelles difficultés d'application dans le temps et sur les conséquences à en tirer, ainsi que sur les modifications nécessitées par l'évolution du contexte, notamment économique et financier, mais aussi social ou géo-politique ;

- de déterminer quels enseignements pourraient être tirés des expériences et des organisations étrangères et pourraient donc utilement venir inspirer nos propres décisions ;

- de proposer des réflexions à moyen/long terme afin de rendre plus concrètes les évolutions nécessaires et d'en faciliter les anticipations et l'appropriation par l'ensemble des citoyens et des acteurs socio-économiques.

Il ne suffit pas, en effet, de changer les textes ou de financer des investissements avec des crédits publics pour construire cette nouvelle économie. Il faut savoir être en veille sur les innovations, à l'écoute des signaux faibles et attentifs à ce qui se passe ailleurs, pour faire les bons choix en matière de recherche et développement et préparer l'évolution des formations et des compétences qui devra accompagner les nouveaux modèles économiques ; ceux-ci devront mieux intégrer la gestion des externalités environnementales pour articuler les performances économiques de court terme et la viabilité sur le temps long.

La mission que je vous confie vise donc à accompagner et à stimuler les réflexions de l'Etat dans tous ces domaines, à la fois en nous aidant par vos analyses critiques à mieux préparer nos décisions et à apprécier objectivement et régulièrement leurs résultats, de manière à pouvoir les faire évoluer si cela paraît nécessaire. Elle doit aussi nous permettre d'alimenter nos réflexions en nous proposant des points de vue plus prospectifs ou des expériences étrangères qui vous paraîtraient intéressantes pour sécuriser, à l'échelle nationale et européenne, le développement rapide des solutions nous permettant de viser la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Pour mener à bien votre mission, vous vous entourerez d'un comité d'une quinzaine de personnes d'horizons variés, permettant de réfléchir aux politiques publiques et à l'économie de la transition dans leur globalité. Vous pourrez en outre vous appuyer sur les services compétents du ministère de la Transition écologique et solidaire, qui vous fourniront la documentation nécessaire aux travaux de votre commission, et vous aideront à conduire les études et analyses que vous jugerez utiles. Une équipe de deux ou trois personnes, composée d'agents de mon ministère, sera chargée de faire le lien entre les équipes de l'administration et votre comité, d'assurer le bon fonctionnement de l'ensemble et la restitution des travaux. Vous pourrez en outre, en cas de besoin, travailler avec l'appui des administrations compétentes des différents ministères concernés par vos travaux, et en particulier le ministère de l'économie et des finances, ainsi que le ministère du travail et France Stratégie. Vous pourrez aussi vous appuyer, en matière de formation et de compétences, sur les travaux et la commission que j'ai demandé à Mme Laurence Parisot d'animer sur ces sujets.

Je participerai moi-même régulièrement à vos travaux tant pour échanger sur nos projets que pour recueillir vos avis sur leurs mises en œuvre. Je souhaiterais, en outre, que vous puissiez organiser, si possible 3 fois par an, des séminaires d'une demi-journée qui permettent de faire partager, par exemple à mes collègues des autres ministères, vos réflexions, notamment prospectives, sur les grandes évolutions de nos différents secteurs d'activité et sur les conséquences à en tirer, en matière de recherche, de formation, de financement, etc.

Je vous remercie très vivement d'avoir accepté cette mission sur laquelle je compte beaucoup pour réussir la mobilisation générale qui nous permettra de faire de la transition écologique et solidaire un axe structurant de notre économie, favorable en termes de résultats et d'épanouissement des acteurs.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleures salutations.



Nicolas HULOT